

Nous étions des millions dans l'action le 29 janvier : construisons la suite !

Grèves générales en Guadeloupe, Martinique et Réunion

Les économies d'outre mer restent organisées sur un mode colonial, autour de l'import- distribution, et non de la satisfaction des besoins de la population locale. Chaque année, des hectares de terres agricoles qui font vivre la population disparaissent au profit de hangars ou d'entrepôts, la discrimination à l'embauche laisse la population locale au chômage... Une grande richesse pour quelques-uns, descendants des esclavagistes d'hier et propriétaires de la plupart des entreprises, ... et la misère pour presque tous.

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est en grève générale à l'appel de 52 organisations réunies dans un *Comité contre l'exploitation outrancière (LKP)* qui réclame notamment une baisse du prix des produits de première nécessité, des impôts et des taxes, des carburants, ainsi qu'une hausse du salaire minimum de 200 euros.

Les organisations syndicales et associatives Martiniquaises se sont constituées en un "*Collectif du 5 février*" et la grève générale a démarré le 5 février, contre la vie chère. Le 12 février à la Réunion, un collectif de 25 syndicats, associations et partis politiques a appelé à une journée de mobilisation contre la vie chère, le 5 mars prochain et à construire une grève générale.

Déjà, le collectif *Liyannaj kont pwofitasyon (LKP)*, les guadeloupéen-ne-s en grève, ont réussi à faire ce qu'aucun mouvement n'avait réussi depuis bien des années : obliger patronat et gouvernement à négocier sur la base des revendications syndicales. Des acquis sont d'ores et déjà obtenus, mais il demeure les points essentiels, tout ce qui concerne les augmentations de salaires, pensions, minima sociaux.

Face à cette situation, le gouvernement français envoie, fait revenir puis repartir et encore rentrer le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo. Il joue la carte du pourrissement, de la provocation, et dans le même temps envoie sur place un grand nombre de militaires pour préparer la répression ... **Quant au patronat, il entonne un de ses airs favoris « il faut que le gouvernement nous aide », oubliant de parler des milliards accumulés en exploitant les travailleurs/ses de Guadeloupe, de Martinique, et d'ailleurs !**

Grèves des chercheurs/ses, universitaires et étudiant-e-s

Etudiant-es et personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, sont mobilisé-e-s depuis des semaines. Au-delà de la dérèglementation des statuts et des rémunérations, de la dégradation généralisée des conditions de travail et d'étude, de la dévaluation des formations, l'objectif du gouvernement est de casser le service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche afin de le céder aux intérêts marchands.

Sarkozy ridiculise le travail réalisé dans la recherche publique. Il impose des « réformes » statutaires et de formation initiale, au mépris de l'avis des principaux intéressés (enseignants, étudiants, lycéens, parents d'élèves...). Les manifestant-e-s réaffirment leurs demandes :

- Retrait immédiat des projets Pécresse et abrogation de la loi LRU.
- Restitution des postes sacrifiés au budget 2009.
- Création de postes de titulaires, contre la précarité d'emploi.
- Revalorisation des carrières, contre l'individualisation des salaires et l'intéressement.
- Maintien du cadre national des diplômes, contre la déqualification des enseignements.
- Refonte des aides sociales étudiantes, contre la précarisation des conditions d'études.
- **Connaissance, université et recherche ne sont pas une marchandise !**

Grèves dans les hôpitaux

Le 10 février, a débuté la discussion sur le projet de loi Bachelot, à l'Assemblée nationale. **Ce projet, s'il était adopté, démantèlerait l'hôpital public et l'engagerait vers une privatisation complète de l'hôpital.** Il signifierait la fin du secteur sanitaire privé à but non lucratif participant au service public. Avec la mise en place des Agences Régionale de Santé, sur les 1035 hôpitaux publics au plan national il n'en restera que 300 communautés hospitalières de territoire. Ce projet, c'est aussi la suppression au minimum de 20 000 emplois sur le plan national.

Le 12 février, le personnel de la Santé était en grève et manifestait. La situation qui pèse sur les hôpitaux et les personnels est intolérable : restructurations et fermetures d'établissements, mesures d'économies insupportables qui se traduisent au quotidien par des suppressions de postes et une pression insoutenable. Les personnels se voient imposer le développement de la précarité, des changements intempestifs de planning et d'horaires, remise en cause des RTT, heures sup imposées, non remplacement de la plupart des congés. La charge de travail est insupportable, l'usure professionnelle se généralise, aggravée par un va et vient de patients commandé par la rentabilité (tarification à l'activité) et non par la nécessité clinique. Cela pèse de plus en plus lourd sur la conscience et le moral des professionnels.

SUD Santé Sociaux propose une manifestation nationale début mars pour le retrait de la loi Bachelot et l'obtention des moyens nécessaires pour des soins de qualité et de meilleures conditions de travail pour les usagers et dans l'intérêt de la population.

Grèves dans l'industrie

Après s'être réjoui des aides de 3 milliards d'euro promises par le Président de la République le 5 février, **le groupe PSA (Peugeot), n'a pas tardé à démontrer toute l'hypocrisie et l'arrogance du patronat en annonçant un plan de 11 000 suppressions d'emplois en Europe en 2009, dont 7 000 en France.**

Les dirigeants de Renault Trucks auront droit à 500 millions d'euros, et les organismes de crédit bancaire automobile à 1 milliard ! Le même jour, Nissan (dont Renault est actionnaire à 44%) annonce 20 000 suppressions d'emploi dans le monde.

Encore de belles démonstrations de la volonté du MEDEF d'approfondir les inégalités sociales, et d'empocher tous les cadeaux du pouvoir comme par exemple la suppression de la taxe professionnelle. L'impudence est totale. **Les patrons encaissent les subventions et continuent de licencier partout où ils peuvent.** On fait un plan de secours pour restructurer un secteur dont les dirigeants ont été incapables d'anticiper, on licencie (intérimaires, sous-traitants, précaires) et on repart avec les aides de l'Etat.

Ainsi, par exemple dans la région Nord Pas de Calais sur seulement 18 entreprises de la métallurgie et de la Vente Par Correspondance, plus de 5000 emplois ont été supprimés depuis le 1er janvier. **D'où la manifestation régionale du 19 février à Valenciennes à laquelle Solidaires appelle.**

Construire la grève générale interprofessionnelle !

Après le 29 janvier, les actions se poursuivent (Guadeloupe, Martinique, Universités, Recherche, Automobile, Santé, ...). **L'Union syndicale Solidaires soutient les luttes en cours, travaille à les renforcer et les coordonner, pour en faire un vaste mouvement national interprofessionnel.** Ensemble, huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, Solidaires, FSU) appellent à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le **19 mars**. Pour que cette nouvelle journée soit une réussite, il faut amplifier les luttes en cours et développer les résistances dans tous les secteurs. **Dès maintenant, la lutte continue !**

Le 29 janvier nous étions des millions en grève et dans la rue. **Accentuons la pression. Il y a urgence pour les millions d'entre nous qui vivent dans la misère !**

Nous ne paierons pas la crise de leur système capitaliste !